



UNION EUROPÉENNE
Fonds européen agricole pour
le développement rural :
l'Europe investit dans les
zones rurales



Région
Hauts-de-France



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

Liberté
Égalité
Fraternité



Liberté
Égalité
Fraternité

Mesure agroenvironnementale et climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure

**« Semis direct sous couvert permanent et réduction progressive des
traitements herbicides (niveau 1) et hors herbicides (niveau 1) »
« NC_AVE7_GCS2 »**

du territoire «Avesnois – Eau Potable»

Campagne 2021

En 2021, cette mesure est ouverte aux engagements d'une durée de 5 ans

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

Le type d'opération SOL_01 vise à répondre aux enjeux liés à une gestion pérenne des sols agricoles en grandes cultures par une action positive sur l'érosion, la matière organique, l'activité biologique et le tassement tout en améliorant sur le long terme leur performance environnementale globale. Cette opération promeut : la couverture des sols permanente des sols par des végétaux vivants ou morts, la réduction du travail du sol par la mise en place progressive de la technique du semis direct sous couvert tout au long de l'année par une mise en place progressive du semis direct sous couvert, la mise en place de couvert végétaux en périodes d'interculture et la diversification des rotations culturales.

Il s'agit d'une opération d'accompagnement au changement de pratique.

La technique du semis direct sous couvert nécessite une période d'apprentissage, notamment sur les successions culturales et sur la maîtrise des couverts d'interculture (mélanges, sensibilité au gel, fixation d'azote au moyen de légumineuses, production de biomasse exportable ou non, etc.). Cette maîtrise est essentielle pour la gestion et la destruction des couverts précédant l'implantation de cultures printanières. Un temps d'appropriation est nécessaire pour en permettre une parfaite adaptation au contexte particulier de l'exploitation. Une part importante de cette mesure s'attache donc à la formation mais également à l'échange d'expériences et le respect des obligations est attendu de manière échelonnée sur les parcelles engagées.

L'opération PHYTO_14 vise une réduction de l'utilisation des produits phytosanitaires dans un objectif de préservation de la qualité de l'eau. L'ensemble des applications de produits herbicides réalisées à la parcelle sont prises en compte (y compris celles réalisées le cas échéant en interculture).

Les herbicides sont particulièrement ciblés dans la mesure où la réduction de leur utilisation correspond à un niveau de technicité différent de celui requis pour réduire l'utilisation de produits phytosanitaires hors herbicides (niveau de technicité plus faible en cultures pérenne et plus fort en grandes cultures).

Le nombre de doses homologuées reflète l'intensité d'utilisation des pesticides. Parce qu'il tient compte de la dose homologuée de chaque produit, il constitue à ce niveau un indicateur bien plus fiable que la quantité de produit utilisée : en fonction du produit, la dose homologuée est très variable¹ et de ce fait une diminution des quantités appliquées ne témoigne pas forcément d'un moindre recours aux produits phytosanitaires² ni d'un moindre impact sanitaire et environnemental.

Cette opération suppose, pour ce faire, la mise en place d'une stratégie de protection des cultures alternative, constituée par un ensemble cohérent de solutions agronomiques limitant le recours aux herbicides à l'échelle de la rotation³ et de l'itinéraire technique⁴. S'il est conseillé de proposer de telles stratégies alternatives types au niveau régional, en s'appuyant en particulier sur les itinéraires techniques en production intégrée diffusés par les conseillers agricoles, l'élaboration de la stratégie de l'exploitation est laissée à l'appréciation de l'agriculteur pour lui permettre de s'adapter au mieux à ses atouts et à ses contraintes. Il s'agit ainsi d'une exigence de résultats et non de moyens techniques à mettre en œuvre.

Afin de garantir un lien strict avec un appui technique à la réduction des pesticides visés par cette opération et de réunir les conditions nécessaires pour vérifier l'atteinte des objectifs de cette opération à travers le calcul de l'IFT, cette opération est obligatoirement combinée avec un bilan de stratégie de protection des cultures (PHYTO_01) et impose le suivi d'une formation agréée.

L'opération PHYTO_01 vise à accompagner les exploitants dans la mise en œuvre d'autres engagements agroenvironnementaux visant la limitation du recours aux produits phytosanitaires, en particulier les engagements unitaires de réduction du nombre de doses homologuées de traitements. Il permet à l'agriculteur, selon les cas :

- soit de s'assurer de l'atteinte des objectifs de résultats fixés dans le cadre de certains engagements unitaires⁵ ou de certaines MAEC systèmes et de faire face aux difficultés éventuelles qu'il pourrait rencontrer dans la définition et la mise en œuvre d'une stratégie de protection des cultures permettant d'atteindre ces résultats, en s'appuyant sur les conseils d'un technicien compétent ;
- soit d'optimiser l'efficacité de la solution agronomique mise en œuvre pour répondre à certains engagements unitaires définissant des obligations de moyens⁶, en aidant l'agriculteur à l'intégrer dans une stratégie globale de protection de ses cultures (identification des économies de produits phytosanitaires permises notamment) ;

¹ De quelques dizaines de grammes à quelques kilogrammes

² Possibilité d'une substitution de produits à dose homologuée élevée par des produits à dose homologuée faible

³ Ex : diversité des cultures, cultures étouffantes

⁴ Ex : travail du sol en inter-culture, choix variétal, date, densité et écartement du semis, désherbage mécanique, niveau de fertilisation azotée limité

⁵ Réduction du nombre de doses homologuées de traitements phytosanitaires de 30% ; réduction du nombre de doses homologuées en herbicides de 50% ; absence de traitements phytosanitaires, absence d'herbicides

⁶ ex : enherbement sous cultures pérennes, lutte biologique, mise en place d'un paillage végétal, diversité au sein de la succession culturale

- de façon générale, d'évaluer la pertinence des options techniques retenues pour réduire le recours aux produits phytosanitaires, et de comparer les performances obtenues sur les parcelles faisant l'objet d'une contractualisation et sur celles n'en faisant pas l'objet, afin de réfléchir à une éventuelle généralisation des pratiques correspondant aux engagements contractualisés à l'ensemble des parcelles de son exploitation potentiellement concernées.

L'opération PHYTO_15 vise une réduction de l'utilisation des produits phytosanitaires autres que les herbicides, dans un objectif de préservation de la qualité de l'eau. L'ensemble des applications phytosanitaires réalisées à la parcelle, en dehors des traitements herbicides, sont prises en compte (y compris celles réalisées le cas échéant en interculture).

Les herbicides sont exclus dans la mesure où la réduction de leur utilisation correspond à un niveau de technicité différent de celui requis pour réduire l'utilisation de produits phytosanitaires hors herbicides (niveau de technicité plus faible en cultures pérennes et plus fort en grandes cultures).

Le nombre de doses homologuées reflète en effet l'intensité d'utilisation des pesticides. Parce qu'il tient compte de la dose homologuée de chaque produit, il constitue à ce niveau un indicateur bien plus fiable que la quantité de produit utilisée : en fonction du produit, la dose homologuée est très variable⁷ et de ce fait une diminution des quantités appliquées ne témoigne pas forcément d'un moindre recours aux produits phytosanitaires⁸ ni d'un moindre impact sanitaire et environnemental.

Cette opération suppose, pour ce faire, la mise en place d'une stratégie de protection des cultures alternatives, constituée par un ensemble cohérent de solutions agronomiques limitant le recours aux produits phytosanitaires à l'échelle de la rotation⁹ et surtout de l'itinéraire technique¹⁰. S'il est conseillé de proposer de telles stratégies alternatives types au niveau régional, en s'appuyant en particulier sur les itinéraires techniques en production intégrée diffusés par les conseillers agricoles, l'élaboration de la stratégie de l'exploitation est laissée à l'appréciation de l'agriculteur pour lui permettre de s'adapter au mieux à ses atouts et à ses contraintes. Il s'agit ainsi d'une exigence de résultats et non de moyens techniques à mettre en œuvre.

Afin de garantir un lien strict avec un appui technique à la réduction des pesticides visés par cette opération et de réunir les conditions nécessaires pour vérifier l'atteinte des objectifs de cette opération à travers le calcul de l'IFT, cette opération est obligatoirement combinée avec un bilan de stratégie de protection des cultures (PHYTO_01) et impose le suivi d'une formation agréée.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 271,76 € par hectare engagé** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

⁷De quelques dizaines de grammes à quelques kilogrammes

⁸Possibilité d'une substitution de produits à dose homologuée élevée par des produits à dose homologuée faible

⁹Ex : diversité des cultures, cultures étouffantes

¹⁰Ex : travail du sol en interculture, choix variétal, date, densité et écartement du semis, désherbage mécanique, niveau de fertilisation azotée limité

La mesure comprend les engagements unitaires suivants :

Engagement unitaire	Libellé
SOL_01	Semis direct sous couvert permanent
PHYTO_01	Bilan de stratégie de protection des cultures
PHYTO_14	Réduction progressive du nombre de doses homologuées de traitements herbicides (niveau 1)
PHYTO_15	Réduction progressive du nombre de doses homologuées de traitements hors herbicides (niveau 1)

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Le respect des critères suivants conditionne l'éligibilité à la mesure. Ces conditions d'éligibilité doivent **être respectées durant toute la durée de l'engagement. Leur non-respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

En plus des conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2022, vous devez respecter les conditions spécifiques à cette mesure.

Vous êtes éligible à la mesure:

- Si les surfaces que vous souhaitez engager lors de la demande initiale, représentent au **moins 50 % de la totalité vos surfaces éligibles.**
- Si au total, la surface engagée est supérieure ou égale à 10 ha,
- Si vous n'êtes pas déjà engagé dans une mesure SOL01 sur une partie de votre exploitation.

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

La mesure est ouverte pour les grandes cultures.

Les grandes cultures éligibles sont les cultures relevant dans le dossier PAC des catégories céréales, oléagineux, protéagineux, cultures de fibres, légumineuses, légumineuses fourragères, fourrages, ainsi que les surfaces herbacées temporaires (de 5 ans ou moins) et les jachères de moins de 5 ans (= surfaces entrant dans la rotation), ainsi que les pommes de terre et les betteraves sucrières et le tabac. Les oignons, les échalotes et l'ail sont tolérés dans les parcelles engagées au titre des grandes cultures sous réserve que ces productions ne dépassent pas 5 %.

Le maïs, le tournesol, les prairies temporaires de moins de 5 ans, certaines légumineuses pouvant être pluriannuelles et les jachères intégrées dans la rotation sont éligibles mais leur proportion dans la surface engagée est **limitée à 30% de la surface totale engagée** dans cette mesure. La définition exacte des codes cultures comptabilisés dans ce ratio est donnée au point 6.

Les surfaces en jachères et les surfaces portant des plantes fixant l'azote engagées dans cette mesure ne peuvent pas être comptabilisées dans les 5 % de surfaces d'intérêt écologique au titre du verdissement.

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les critères de sélection permettent de prioriser les demandes d'aide au regard des capacités financières. Si les capacités financières sont insuffisantes pour couvrir toutes les demandes d'engagement, une sélection pourra s'avérer nécessaire. Cette sélection sera effectuée dans l'ordre des priorités défini selon les procédures propres à chaque financeur. Les demandes d'engagement seront retenues intégralement au sein d'une même catégorie de priorité. Lorsque les capacités financières ne permettent plus le financement de toutes les demandes d'aide au sein d'une même priorité, aucune demande d'engagement ne sera retenue pour cette priorité.

5. LE CAHIER DES CHARGES DE LA MESURE ET LE REGIME DE CONTROLE ET DE SANCTIONS

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès le 15 mai de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).

Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.

Les différentes obligations du cahier des charges de cette mesure sont décrites dans le tableau ci-dessous.

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive).** Dans ce cas, les demandes de versements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes. Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale). *Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2022 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.*

Conformément à la réglementation européenne, en cas de modification des normes et exigences ou obligations réglementaires, ou pour permettre l'adaptation au cadre réglementaire de la période de programmation suivante, une clause de révision pourra être appliquée.

L'ensemble des engagements prend effet au 15 mai de l'année de dépôt de la demande d'aide. L'obligation de semis direct ne s'appliquera pas sur les cultures déjà en place à cette date.

Obligations liées au cahier des charges et aux critères d'éligibilité à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Étendue de l'anomalie
Formation					
En 1ère année, formation	Contrôle	Attestation de	Réversible	Secondaire	Totale

d'au minimum 2 journées sur les 3 pratiques cibles (diminution du travail du sol, rotation des cultures et couverture des sols) et sur les autres obligations de l'opération	documentaire	l'organisme de formation			
A partir de la 2e année participation à une journée par an d'échanges de pratiques ou d'information technique au champ.	Contrôle documentaire	Attestation de participation	Réversible	Secondaire	Totale
Suivi d'une formation agréée dans les 2 années suivant l'engagement ou depuis moins d'un an au 15 mai de l'année de la demande d'engagement (voir point 6)	Vérification de l'existence de justificatifs de suivi d'une formation agréée	Justificatifs de suivi de formation	Définitif	Principale	Totale
Réalisation de 5 bilans (voir point 6) accompagnés avec l'appui d'un technicien dont la structure et la méthode ont été agréées, au cours des 5 ans de l'engagement 1 bilan en année 1, 1 bilan en année 2, 1 bilan en année 3, 1 bilan en année 4, 1 bilan en année 5 ¹¹	Sur place Documentaire : vérification de l'existence du nombre minimum de bilans devant être réalisés au moment du contrôle avec l'appui d'un technicien agréé, dont au moins un la première année. Vérification des factures de prestation. Le cas échéant : vérification de l'existence d'une demande écrite d'intervention auprès du	Bilan(s) annuel ou pluriannuels. Factures	Réversible	Principale	Totale

	prestataire si ce dernier n'est pas venu. L'exploitant disposera alors d'un délai de 3 mois pour réaliser et transmettre le bilan accompagné.				
Sur l'ensemble des terres arables de l'exploitation (parcelles engagées et non engagées)					
Respect de l'IFT « herbicides » maximal fixé pour l'année sur l'ensemble des parcelles en grandes cultures de l'exploitation engagées. Valeur à respecter pour l'IFT maximal annuel : voir point 6	Vérification du cahier d'enregistrement des pratiques phytosanitaires + Contrôle de cohérence, sur un produit pris au hasard, entre les factures, le stock et les apports enregistrés pour ce produit	Cahier d'enregistrement des pratiques phytosanitaires ¹ + Feuille de calcul des IFT herbicides et hors herbicides + Factures d'achat de produits phytosanitaires	Réversible	Principale	A seuils ^{8 9}
Respect de l'IFT herbicides de référence du territoire, à partir de l'année 2, sur l'ensemble des parcelles en grandes cultures non engagées Valeur de l'IFT de référence : voir point 6			Réversible	Principale	A seuils ^{8 9}
Respect de l'IFT hors herbicides maximal fixé pour l'année, sur l'ensemble des parcelles de l'exploitation en grandes cultures engagées Valeur à respecter pour l'IFT maximal annuel : voir point 6			Réversible	Principale	A seuils ^{12 13}
Respect de l'IFT hors			Réversible	Principale	A seuils ^{7 8}

¹ La tenue du cahier d'enregistrement des interventions constitue une pièce indispensable du contrôle. Aussi, l'absence ou la non-tenue de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller jusqu'au remboursement total de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des valeurs nulles.

L'anomalie sera considérée comme totale en cas d'incohérence entre les enregistrements d'une part et les factures et stocks d'autre part sur un produit sélectionné au hasard parmi ceux utilisés au cours de la campagne culturale.

¹² **L'anomalie sera considérée comme totale en cas d'incohérence entre les enregistrements d'une part et les factures et stocks d'autre part sur un produit sélectionné au hasard parmi ceux utilisés au cours de la campagne culturale**

¹³ Le seuil correspond à l'écart entre la valeur attendue et la valeur constatée, divisée par la valeur à atteindre

herbicides de référence du territoire, à partir de l'année 2, sur l'ensemble des parcelles implantées en grandes cultures non engagées Valeur de l'IFT de référence : voir point 6					
Sur l'ensemble des parcelles engagées					
Réalisation de 7 analyses de sol en 1ère année d'engagement	Documentaire	Analyses	Réversible	Secondaire	À seuils ³
Réalisation de 7 analyses en 5ème année d'engagement	Documentaire	Analyses	Réversible	Secondaire	À seuils ³
Tenue d'un cahier d'enregistrement des pratiques pour chaque îlot.	Documentaire	Cahier d'enregistrement des pratiques	Réversible	Secondaire ⁴	Totale
Réalisation d'un bilan humique annuel pour chaque îlot	Documentaire	Bilan	Réversible	Secondaire	À seuil ⁵
Bilan humique sur 5 ans nul ou positif pour chaque îlot	Documentaire	Bilan	Définitif	Principale	À seuil ⁵
Réalisation de l'indicateur de l'Observatoire Agricole de la Biodiversité (OAB) vers de terre sur 2 parcelles en 1ère année d'engagement. (Cf. partie 6.1)	Documentaire	Renseignement de la fiche OAB	Réversible	Secondaire	Totale
Réalisation de l'indicateur de l'Observation Agricole de la Biodiversité (OAB) vers de terre sur 2 parcelles en 5ème année d'engagement.	Documentaire	Renseignement de la fiche OAB	Réversible	Secondaire	Totale

³ Seuil par tranche de 10 % d'analyses non réalisées.

⁴ Si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie.

⁵ Seuil par tranche de 10 % de bilans non réalisés.

Respect du nombre minimum de cultures différentes par parcelle fixé à 4 cultures annuelles différentes sur 5 ans ou 3 cultures annuelles différentes et 1 culture pluriannuelle sur 5 ans.	Documentaire et visuel sur couvert	Déclarations PAC sur les 5 campagnes d'engagement	Définitif	Principale	Totale
Respect d'une proportion maximale annuelle de surfaces en maïs, tournesol, prairies temporaires aires, légumineuses pluriannuelles et jachère ¹⁴ (intégrées dans la rotation) dans la surface totale engagée inférieure à 30 %	Visuel et mesurage	Néant	Réversible	Principale	A seuils : par tranche de 1,5%, en fonction de l'écart de %
Sur 40 % des surfaces engagées en année 1, 60 % en année 2, 80 % en année 3 et 100 % en année 4 et 5 ⁶					
<p>Respect du pourcentage de surfaces engagées soumises aux obligations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - semis direct, - couverture permanente des sols, - délai d'implantation du couvert d'interculture ou d'une culture de 6 semaines après la récolte⁷. <p>Ces trois obligations sont à réalisées sur une même parcelle pour que celle-ci soit comptabilisée dans le calcul du pourcentage.</p>	<p><u>Semis direct</u> : Documentaire et visuel (notamment par la présence de débris végétaux ou la présence d'un semis de cultures sous un couvert vivant)</p> <p><u>Couverture permanente des sols</u> : Documentaire et visuel (présence d'un couvert vivant ou de débris végétaux)</p>	Factures, justificatif des travaux réalisés, cahier d'enregistrement des pratiques	Réversible	Principal	À seuil ⁸

¹⁴Voir définition exacte au points 6.

⁶ Les engagements ne sont pas tournants sur les surfaces engagées. Le traçage de celles-ci se fera sur un cahier d'enregistrements des pratiques.

⁷ En cas d'exportation des résidus de cultures hors de la parcelle, l'implantation d'une culture ou d'un couvert d'interculture doit être réalisée dans les 2 jours suivants l'exportation des résidus.

⁸ Seuil par tranche de 5 % des surfaces constatées par rapport au taux requis.

	<u>Délai</u> <u>d'implantation</u> <u>du couvert</u> <u>d'interculture</u> <u>ou d'une</u> <u>culture</u> Visuel (absence de semis ou de couvert) et documentaire				
--	--	--	--	--	--

ATTENTION : La tenue du **cahier d'enregistrement des interventions** constitue une pièce indispensable du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller **jusqu'au remboursement total de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des valeurs nulles.**

6. REGLES SPECIFIQUES A LA MESURE

6.1 Définitions

- **Les terres arables (TA) :**

Les terres arables correspondent aux surfaces qui dans votre dossier PAC relèvent de la catégorie de surface agricole « TA ».

- **La couverture des sols :**

Un sol est considéré comme couvert quand la surface du sol est protégée par une culture, un couvert d'interculture ou des débris végétaux provenant de résidus de la culture ou du couvert d'interculture.

Par ailleurs un sol sera considéré couvert entre le semis et la levée d'une culture ou d'un couvert d'interculture.

- **Le couvert d'interculture :**

Il s'agit d'une culture d'une espèce ou d'un mélange d'espèces implantée entre deux cultures principales ou qui est implantée avant, pendant ou après une culture principale et qui a pour vocation d'assurer une couverture continue du sol.

Les repousses de la culture principale récoltée ne constituent pas un couvert dans le cadre de cette mesure.

- **Précisions relatives au cahier d'enregistrement des pratiques :**

L'ensemble des interventions sur les parcelles engagées doivent figurer dans ce cahier. Celui-ci constitue une pièce indispensable du contrôle.

Ce cahier doit au minimum présenter autant de fiches que d'îlots culturaux avec les informations suivantes :

- ▶ L'identification des parcelles concernées : n° d'îlot, parcelles, surface et le type de sol
- ▶ Précédent cultural :
 - Culture principale : variété, date de récolte et rendement obtenu,
 - Implantation d'une interculture : variété et date d'implantation,
- ▶ De manière générale, l'ensemble des interventions à compter du 15 mai de la première année de votre engagement jusqu'à la fin de la période d'engagement.
- ▶ La première culture est celle mise en place au début de la période d'engagement. La préparation du sol pour le semis et les modalités de semis de cette première culture doivent aussi figurer dans la fiche. Ainsi, les travaux de préparation du sol (labour, préparation du semis) et les semis réalisés avant la prise d'engagement doivent figurer sur la fiche.

Pour chaque îlot, la fiche doit indiquer :

- La préparation des sols : date, nature de l'intervention, matériel utilisé,
- Les semis des cultures ou des couverts d'interculture : date, matériel utilisé, variété, dose, traitement de semences,
- Les engrais et amendements minéraux et organiques : date, nature de l'engrais ou de l'amendement, dose/ha et mode d'épandage,
- les interventions phytosanitaires : date, produit commercial, dose/ha et cible du traitement,
- les autres interventions : irrigation (date, quantité ...),
- la récolte : date, rendement,
- le traitement des résidus : date, nature de l'intervention (broyage, enfouissement, récolte...), matériel utilisé,
- l'utilisation du couvert d'interculture :

- En cas de pâturage : date, espèce, nombre d'UGB,
- En cas de récolte : date, rendement,
- la destruction du couvert :
 - Destruction mécanique : date, nature de l'intervention, matériel,
 - Destruction chimique : date, produit commercial et dose/ha.

Par ailleurs, les traitements phytosanitaires sont à reporter dans un cahier d'enregistrement spécifique (exigé au titre de la conditionnalité). Pour cette mesure, les pratiques phytosanitaires consignées dans ce cahier concerneront l'ensemble des terres arables **engagées et non engagées**.

- **Îlot cultural :**

Un îlot cultural est constitué d'un regroupement de parcelles contiguës, entières ou partielles, homogène du point de vue des cultures (successions de cultures et apports de fertilisants azotés) et de la nature du terrain.

- **La réalisation des analyses de sol :**

Le nombre d'analyses à réaliser est fixé au point 5 (tableau des obligations).

Le mode et la nature des analyses est fournie par l'opérateur.

- **Semis direct :**

Le Semis direct sous couvert végétal vivant ou mort (soit par des résidus de culture ou par un couvert d'interculture) consiste à semer directement grâce à un semoir dit de semis direct, sans aucun travail du sol préalable.

Pour le semis des cultures ou des couverts d'intercultures, un travail superficiel autour de la ligne de semis avec un outil de type « strip till » est toléré dans la limite d'un passage par an sur les parcelles engagées.

Pour les exploitants en agriculture biologique sur leur atelier de grandes cultures ou lorsque le type d'opération est combiné avec une diminution d'IFT herbicide, le scalpage des adventices, des couverts ou des cultures est toléré s'il est réalisé de façon superficielle avec un outil à dents équipés d'un soc travaillant à plat.

- **Couverture permanente des sols :**

Cette couverture le long de l'année est assurée par la mise en place d'une culture, d'un couvert d'interculture, d'une culture sous couvert ou par les débris végétaux résultant de la récolte de la culture ou de la destruction du couvert d'interculture.

- **Indicateur vers de terre de l'Observatoire Agricole de la Biodiversité (OAB) :**

Le mode opératoire et la fiche observation sont consultables sur le site <http://observatoire-agricole-biodiversite.fr/>.

Les modalités de réalisation et l'envoi des observations sont fournies par l'opérateur.

- **Les bilans humiques :**

Ils sont à réaliser selon la méthode fournie par l'opérateur.

6.2 IFT

- Valeurs des IFT herbicides et hors herbicides à respecter en moyenne sur l'ensemble de vos parcelles concernées :

A compter de la campagne culturale débutant après le dépôt de votre demande d'engagement :

- sur l'ensemble de vos parcelles **engagées en grandes cultures dans la mesure « NC AVE7 GCS2 »**, l'IFT objectif (colonne D du tableau ci-dessous) sera vérifié :
 - en année 2 : en prenant l'IFT réel calculé sur la campagne pour les parcelles engagées ;
 - à partir de l'année 3 : en faisant la moyenne sur 2 ou 3 années des IFT réels calculés sur la surface engagée ;
 - En année 5 : pour respecter le cahier des charges, il faut que l'IFT réel calculé de l'année 5 soit égal à l'IFT objectif de l'année **OU** que la moyenne des IFT réels calculés des années 3, 4 et 5 permette d'atteindre l'objectif de l'année.
- sur l'ensemble de vos parcelles en grandes cultures **non engagées** dans la mesure, l'IFT réel calculé chaque année (à partir de l'année 2) ne doit pas dépasser l'IFT de référence du territoire.

Pour les grandes cultures, l'IFT de référence est celui du territoire.

- Valeurs des IFT herbicides

- a) cas où l'exploitation engagée est une exploitation de polyculture élevage (UGB>10)

	IFT de référence à respecter sur l'ensemble de vos parcelles éligibles <u>non engagées</u> (A)	IFT calculé sur l'ensemble de vos parcelles éligibles <u>engagées</u> (B)	IFT <u>herbicides</u> maximal à respecter sur l'ensemble de vos parcelles éligibles <u>engagées</u>	
			exprimé en % de l'IFT de référence (C)	exprimé en valeur (D)
Année 2	IFT herbicides : 1.7	IFT année 2	80 %	1.4
Année 3		Moyenne IFT années 2 et 3	80 %	1.4
Année 4		Moyenne IFT années 2, 3 et 4	75 %	1.3
Année 5		Moyenne IFT années 3,4 et 5	75 % en moyenne	1.3
		ou IFT année 5	ou 70 % sur l'année 5	Ou 1.2

b) Cas où l'exploitation engagée est une exploitation de grandes cultures (UGB<10)

	IFT de référence à respecter sur l'ensemble de vos parcelles éligibles <u>non engagées</u> (A)	IFT calculé sur l'ensemble de vos parcelles éligibles <u>engagées</u> (B)	IFT <u>herbicides</u> maximal à respecter sur l'ensemble de vos parcelles éligibles <u>engagées</u>	
			exprimé en % de l'IFT de référence (C)	exprimé en valeur (D)
Année 2	IFT herbicides : 1.8	IFT année 2	80 %	1.5
Année 3		Moyenne IFT années 2 et 3	80 %	1.5
Année 4		Moyenne IFT années 2, 3 et 4	75 %	1.4
Année 5		Moyenne IFT années 3,4 et 5	75 % en moyenne	1.4
		ou IFT année 5	ou 70 % sur l'année 5	Ou 1.3

- Valeurs des IFT hors herbicides

a) cas où l'exploitation engagée est une exploitation de polyculture élevage (UGB>10)

	IFT de référence à respecter sur l'ensemble de vos parcelles éligibles <u>non engagées</u> (A)	IFT calculé sur l'ensemble de vos parcelles éligibles <u>engagées</u> (B)	IFT <u>hors herbicides</u> maximal à respecter sur l'ensemble de vos parcelles éligibles <u>engagées</u>	
			exprimé en % de l'IFT de référence (C)	exprimé en valeur (D)
Année 2	IFT hors herbicides : 3,2	IFT année 2	80 %	2,6
Année 3		Moyenne IFT années 2 et 3	75 %	2,4
Année 4		Moyenne IFT années 2, 3 et 4	75 %	2,4
Année 5		Moyenne IFT années 3,4 et 5 ou IFT année 5	70 % en moyenne ou 65 % sur l'année 5	2,3 ou 2,1

b) Cas où l'exploitation engagée est une exploitation de grandes cultures (UGB<10)

	IFT de référence à respecter sur l'ensemble de vos parcelles éligibles <u>non engagées</u> (A)	IFT calculé sur l'ensemble de vos parcelles éligibles <u>engagées</u> (B)	IFT <u>hors herbicides</u> maximal à respecter sur l'ensemble de vos parcelles éligibles <u>engagées</u>	
			exprimé en % de l'IFT de référence (C)	exprimé en valeur (D)
Année 2	IFT hors herbicides : 3,5	IFT année 2	80 %	2,8
Année 3		Moyenne IFT années 2 et 3	75 %	2,7
Année 4		Moyenne IFT années 2, 3 et 4	75 %	2,7
Année 5		Moyenne IFT années 3,4 et 5 ou IFT année 5	70 % en moyenne ou 65 % sur l'année 5	2,5 Ou 2,3

Le cumul avec les mesures en faveur de l'agriculture biologique (CAB ou MAB) est autorisé. Pour ce cumul, l'exploitant doit impérativement remplir un cahier d'enregistrement des pratiques phytosanitaires même si le cas échéant, les produits utilisés ne seront pas comptabilisés au titre de l'IFT.

6.3. Calcul de l'IFT à l'échelle de l'exploitation

Pour chaque traitement réalisé sur la parcelle, l'IFT est obtenu en divisant la dose appliquée par la dose de référence du produit pour la culture et la cible (ravageur, maladie) considérées. L'ensemble est multiplié par la proportion de la parcelle traitée.

$$IFT_{\text{traitement}} = \frac{\text{Dose appliquée}}{\text{Dose de référence}} \times \frac{\text{Surface traitée}}{\text{Surface totale de la parcelle}}$$

L'IFT de la parcelle est obtenu en faisant la somme des IFT traitements, pour chaque campagne culturale (de la récolte du précédent cultural à la récolte de la culture de la campagne en cours).

$$IFT_{\text{parcelle}} = IFT_{\text{traitement1}} + IFT_{\text{traitement2}} + \dots + IFT_{\text{traitementn}}$$

L'ensemble des traitements réalisés au champ sont pris en compte. Par ailleurs, si les semences utilisées ont été traitées, alors on ajoute 1 à l'IFT parcelle.

Sélection de la dose de référence

La dose de référence peut être définie :

- « à la cible », c'est-à-dire pour chaque produit, culture et cible (ravageur, maladie) visée par le traitement, sur la base des doses homologuées ;
- « à la culture », c'est-à-dire pour chaque produit et culture traitée.

Si la cible du traitement est renseignée dans le cahier d'enregistrement des pratiques phytosanitaires, alors on retient la dose définie « à la cible » correspondante. Si plusieurs cibles sont simultanément visées par un même traitement, alors on retient la dose de référence correspondant à la cible qui a été déterminante dans le choix de la dose appliquée. Si la cible n'est pas renseignée dans le cahier d'enregistrement, alors on retient la dose définie « à la culture ».

Pour les produits sans dose, l'IFT du traitement compte par défaut pour 1.

Pour plus de précisions sur les modalités de détermination de la dose de référence, se reporter au guide méthodologique sur l'IFT élaboré par le Ministère de l'Agriculture (<http://agriculture.gouv.fr/indicateur-de-frequence-de-traitements-phytosanitaires-ift>).

La liste des doses de référence est fournie dans la boîte à outils IFT en ligne sur le site internet du ministère de l'Agriculture ou à l'adresse <https://www.data.gouv.fr/fr/datasets/doses-de-referance-indicateur-de-frequence-de-traitements-phytosanitaires/>. Pour une campagne culturale allant de la récolte du précédent cultural en année n-1 (**ou mai n pour les contrats annuels**), à la récolte de la culture implantée pour la campagne de l'année n (**ou mai n+1 pour les contrats annuels**), il convient d'utiliser la liste de l'année n-1 (**ou n pour les contrats annuels**).

Cultures prises en compte pour le calcul de l'IFT : sont comptabilisées dans le calcul de votre IFT les parcelles en terres arables de votre exploitation (y compris les prairies temporaires).

Produits de biocontrôle : Si vous avez utilisé des produits de biocontrôle, alors deux compartiments sont distingués pour le calcul de l'IFT : d'une part l'IFT moyen des produits de biocontrôle, et d'autre part l'IFT moyen des autres produits. Le respect de vos engagements sera vérifié uniquement sur la base de l'IFT des produits autres que de biocontrôle.

Les produits de biocontrôle sont identifiés en tant que tels dans la liste des doses de référence pour le calcul de l'IFT.

6.4. Modalités de contrôle de l'IFT

Le respect de vos engagements portant sur l'IFT est vérifié sur la base du cahier d'enregistrement des pratiques phytosanitaires, qui constitue une pièce indispensable du contrôle. L'absence ou la non-tenue de ce cahier le jour du contrôle se traduira par la suspension de l'aide pour l'année considérée.

La tenue du cahier d'enregistrement des pratiques est obligatoire au titre de la conditionnalité. Toutes les utilisations de produits phytopharmaceutiques ou alternatifs doivent y figurer (y compris celles portant sur des prairies) :

- l'îlot PAC ou l'identification de la parcelle traitée¹⁵,
- la culture introduite sur cette parcelle (avec précision de la variété),
- le nom commercial complet du produit utilisé pour chaque traitement,
- la quantité ou la dose de produit utilisée (en grammes/hectare, kilogrammes/hectare ou litres/hectare),
- la date du traitement,
- la (ou les) date(s) de récolte.

Par ailleurs, dans le cadre des MAEC, il est important de renseigner la cible (ravageur, maladie) visée par le traitement. Cette information permet en effet de calculer un IFT plus précis, qui reflète au mieux vos pratiques agricoles.

6.5. Liste des formations agréées

¹⁵Au titre des MAEC, les parcelles doivent être identifiées de manière à pouvoir calculer l'IFT uniquement sur les parcelles concernées par le cahier des charges.

Les formations agréées au titre de cette opération sont les suivantes : contactez votre opérateur (Chambre d'Agriculture du Nord Pas de Calais).

6.6. Informations relatives à la réalisation des bilans accompagnés

5 bilans doivent être réalisés avec l'appui d'un technicien agréé.

Les techniciens agréés à l'échelle de la grande région Hauts-de-France sont les suivants :

→ Pour la Chambre d'Agriculture du Nord Pas-de-Calais :

- Domitille Hache
- Denis Risbourg

Un bilan de la stratégie de protection des cultures, d'une durée minimale d'une journée, est réalisé avec l'appui d'un technicien agréé au moins une fois par an durant les 5 années de l'engagement.

En année 1, le bilan réalisé comporter a minima les deux volets suivants :

Au titre des MAEC, les parcelles doivent être identifiées de manière à pouvoir calculer l'IFT uniquement sur les parcelles concernées par le cahier des charges.

→ volet intensité du recours aux produits phytosanitaires

- Calcul de l'indice de fréquence de traitement (IFT) initial, exprimé en nombre de doses homologuées de référence par hectare au cours de la campagne écoulée pour chaque culture, puis toutes cultures confondues en distinguant, d'une part les parcelles faisant l'objet d'une opération agroenvironnementale zonée et d'autre part, les autres parcelles de l'exploitation
- Analyse du résultat obtenu pour identifier les usages prépondérants, via le calcul par type de produit, par rapport au seuil de nuisibilité défini, le cas échéant, pour chaque usage concerné, et l'analyse des pratiques de traitements au regard des données d'observation parcellaire enregistrées
- Formulation de préconisations de stratégie de protection des cultures à l'échelle de la campagne et de la succession culturale, pour, selon les cas, limiter le recours aux produits phytosanitaires pour ces usages (en cas de contractualisation d'une MAE comprenant une opération correspondant à une obligation de résultat), ou optimiser l'efficacité de la solution agronomique mise en œuvre (en cas de contractualisation d'une MAE avec obligation de moyens)

→ volet substances à risques

- Identification des principaux produits utilisés contenant des substances à risque à l'aide du calcul de nombre de doses homologuées appliquées et de la liste des substances dont l'utilisation doit faire l'objet de préconisations (voir 6.5)
- Formulation de préconisations, en termes de substitution de produits, pour limiter le recours à des produits contenant des substances actives à risque ainsi que le risque d'apparition de résistance

En année 2, 3, 4 et 5, le bilan annuel réalisé avec l'appui d'un technicien agréé doit être d'une durée

minimale d'une journée et comporter a minima :

- un suivi de la prise en compte des préconisations formulées lors du bilan en année 1
 - le calcul de l'IFT en cours et l'analyse associée pour la campagne culturale écoulée
 - un point sur la prise en compte des préconisations formulées en année 1 et sur leur efficacité en termes de stratégie de protections des cultures à l'échelle de la campagne et de la succession culturale et de substitutions de produits, à partir du cahier d'enregistrement des pratiques culturales et des calculs de nombre de doses homologuées réalisés pour les années écoulées depuis le premier bilan annuel réalisé.
-
- **Liste minimale des substances dont l'utilisation doit faire l'objet de préconisations de réduction en raison du risque qu'elles représentent :**

- ***2,4 D*** ;
- ***2,4 MCPA*** ;
- ***Bentazone*** ;
- Captane ;
- ***Chlortoluron*** ;
- Cyperméthrine ;
- ***Dicamba*** ;
- ***Diflufénicanil*** ;
- ***Ethofumésate*** ;
- Flumioxazine ;
- ***Glyphosate*** ;
- Lambda-Cyhalothrine ;
- ***Métazachlore*** ;
- Zirame.

Cette liste a été établie à partir des substances encore autorisées figurant à la fois dans l'avis du 10/12/2006 relatif aux substances dangereuses du Plan Interministériel de Réduction des Risques liées aux Pesticides (PIRRP).

A cette liste ont été rajoutées des molécules (figurant en caractères italiques gras) retrouvées fréquemment dans les eaux souterraines et qui déclassent la qualité des captages d'eau potable, devant éventuellement faire l'objet de réductions ou précautions d'usage, voire de substitution.

6.3 Reprise d'une mesure SOL_01 d'un autre exploitant

La reprise d'une mesure SOL_01 (reprise de terres sous engagement SOL_01 d'un autre exploitant) n'est autorisée que si la mesure reprise et celle dont vous êtes déjà le bénéficiaire ont été initialement contractées au titre de la même campagne.

Par ailleurs, si vous êtes déjà engagé dans une mesure SOL_01, l'engagement de surfaces supplémentaires dans la mesure en cours de contrat n'est pas autorisé (hors cas de cession-reprise exposé ci-avant).

Ces modalités visent à garantir la contrôlabilité du respect du cahier des charges, compte tenu de la nature des engagements de la mesure, qui prévoient une progressivité dans la mise en œuvre de la pratique du semis direct sous couvert sur les surfaces engagées, ainsi que plusieurs obligations (analyses de sol, formations) s'étalant sur les cinq années du contrat.

Variable(s) locale(s) :

- **p13 (nombre de bilans devant être réalisés au cours de l'engagement) = 5**